

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE

SCIENCES ET TECHNIQUES DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL

SCIENCES ET TECHNIQUES SANITAIRES ET SOCIALES

Épreuve PRATIQUE

Durée : 3 heures

Coefficient : 7

L'usage de la calculatrice n'est pas autorisé

Aucun document n'est autorisé.

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet et que toutes les pages sont imprimées.

Si le sujet est incomplet, demandez-en immédiatement un nouvel exemplaire aux surveillants.

Ce sujet comporte 8 pages

Le revenu de solidarité active (RSA) est entré en vigueur le 1^{er} juin 2009.

Il garantit, comme le revenu minimum d'insertion (RMI) qu'il a remplacé, un revenu minimum à toute personne qui ne travaille pas et constitue un complément de revenu pour toute personne qui travaille.

Avant son entrée en vigueur, une expérimentation du RSA a été menée dans 33 Conseils généraux à partir de juin 2007. Dès le mois de juillet 2007, un comité d'évaluation des expérimentations a été mis en place afin de suivre les effets de ce dispositif.

QUESTION 1 : Expliquer l'intérêt de l'utilisation d'un tableau de bord et de rapports dans le cadre de l'évaluation de l'expérimentation du RSA.

QUESTION 2 : Montrer que les données recueillies apportent des informations sur l'effet du RSA en matière d'insertion professionnelle.

QUESTION 3 : Depuis la généralisation du RSA, le Haut Commissariat aux Solidarités Actives contre la Pauvreté (HCSAP) met régulièrement en ligne sur le site internet www.rsa.gouv.fr les données concernant le dispositif.

3.1. Présenter les données permettant d'évaluer la mise en œuvre du RSA sur l'ensemble du territoire.
Proposer et justifier un moyen pour visualiser ces données.

Un an après l'entrée en vigueur du RSA, le HCSAP souhaite évaluer la satisfaction des bénéficiaires concernant l'accompagnement social et l'insertion professionnelle, à l'aide d'un questionnaire d'enquête.

3.2. Présenter la population à interroger.
Proposer les modes de diffusion possibles de ce questionnaire et en préciser les intérêts et les limites.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Qu'est-ce que le RSA ?
<http://www.rsa.gouv.fr>, consulté le 25 09 09.

ANNEXE 2 : Rappel du cadre des expérimentations RSA et de leur évaluation.
Rapport final sur l'évaluation des expérimentations RSA, Comité d'évaluation des expérimentations, mai 2009.

ANNEXE 3 : Exploitation du tableau de bord sur les expérimentations du RSA
Annexe 2 au rapport final sur l'évaluation des expérimentations RSA, Comité d'évaluation des expérimentations, mai 2009.

ANNEXE 4 : RSA : une montée en charge conforme aux prévisions.
<http://www.rsa.gouv.fr>, consulté le 25 09 09.

BARÈME

Question 1 :	4 points
Question 2 :	6 points
Question 3 :	10 points

ANNEXE 1

Qu'est-ce que le RSA ?

Le revenu de solidarité active (RSA) entre en vigueur le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine.

- Il est versé à des personnes qui travaillent déjà et dont les revenus sont limités. Son montant dépend à la fois de la situation familiale et des revenus du travail. Il peut être soumis à l'obligation d'entreprendre des actions favorisant une meilleure insertion professionnelle et sociale.
- L'état et les départements s'associent pour mettre en place cette nouvelle prestation, dont le premier versement interviendra le 6 juillet 2009. Le RSA est versé par les Caisses d'allocations familiales ou les Caisses de mutualité sociale agricole. Il concerne plus de 3 millions de ménages.
- Il remplace le revenu minimum d'insertion (RMI), l'allocation de parent isolé (API) et certaines aides forfaitaires temporaires comme la prime de retour à l'emploi.

Le RSA, ça sert à ça !

- **À compléter les revenus du travail pour ceux qui en ont besoin.** Si votre salaire est limité, le RSA peut, sous certaines conditions de ressources et selon votre situation familiale, améliorer votre quotidien, et cela même si vous ne bénéficiez actuellement d'aucune prestation.
- **À encourager l'activité professionnelle.** Quand vous retrouvez un travail, le RSA vous assure un complément de revenus qui vous permet de gagner plus que vos seules prestations.
- **À lutter contre l'exclusion.** Avec le RSA, un interlocuteur unique suit l'ensemble de votre dossier, vous accompagne dans votre recherche d'emploi et vous informe sur les aides qui peuvent faciliter votre reprise d'activité.
- **À simplifier les minima sociaux.** Au lieu de recevoir plusieurs aides séparées (allocation de parent isolé ou RMI ou intéressement proportionnel et forfaitaire à la reprise d'activité) et qui ont des règles complexes, vous recevez une seule et même aide qui intègre plusieurs prestations sociales et demeure stable si votre situation ne change pas.

Qui pourra en bénéficier ?

Les personnes :

- de plus de 25 ans (ou celles de moins de 25 ans ayant un enfant né ou à naître) ;
- exerçant ou reprenant une activité professionnelle, qui peuvent ainsi cumuler revenus du travail et revenus issus de la solidarité ;
- sans activité, notamment les bénéficiaires actuels du RMI (revenu minimum d'insertion) ou de l'API (allocation de parent isolé). Le RSA décroît progressivement à mesure que les revenus du travail augmentent.

<http://www.rsa.gouv.fr>, consulté le 25 09 09.

ANNEXE 2

Rappel du cadre des expérimentations RSA et de leur évaluation. (extraits)

Les conditions d'expérimentation

La loi de finances de 2007 a offert aux départements la faculté d'expérimenter un dispositif d'incitation financière au retour à l'emploi auprès des allocataires du Revenu Minimum d'Insertion, dérogatoire du droit commun résultant de la réforme de l'intéressement au RMI, en augmentant le montant de l'allocation due sous certaines conditions en cas de reprise d'activité, ou en en modifiant la durée ou la périodicité. Dans ce cadre, 16 départements s'étaient portés volontaires pour expérimenter.

La loi en faveur du Travail, de l'Emploi et du Pouvoir d'Achat (TEPA) d'août 2007 a encore assoupli les possibilités de dérogation pour les allocataires du RMI. [...] Finalement, 34 départements ont été autorisés à expérimenter et 33 ont effectivement expérimenté. La première expérimentation, dans l'Eure, a démarré en juin 2007. L'essentiel des expérimentations a ensuite démarré entre novembre 2007 et mars 2008.

Pour les allocataires du RMI, les modalités d'expérimentation ont été choisies par les Conseils Généraux et sont variables d'un département à l'autre. Les variantes concernent en premier lieu les critères d'éligibilité :

- Champ (tous les bénéficiaires en emploi/formation ou seulement ceux qui ont repris un emploi/une formation ou augmenté leur temps de travail depuis le démarrage de l'expérimentation),
- Type d'emploi (ouvert à tous les contrats de travail, excluant certains contrats aidés, réservé à certains contrats aidés...), temps de travail (le RSA s'applique dès la première heure travaillée ou à partir d'un nombre d'heures donné),
- Existence ou non d'une clause de résidence. [...]

Les variantes concernent également le barème : La majorité des départements applique aux allocataires du RMI un barème équivalent à celui des allocataires de l'API (revenu garanti égal au montant du RMI de base augmenté de 70 % des revenus d'activité). Les autres ont choisi un barème moins avantageux. [...]

Enfin, les modalités d'accompagnement sont différentes : certains départements ont laissé à l'identique l'accompagnement existant pour les allocataires du RMI, d'autres ont renforcé cet accompagnement, d'autres enfin ont développé un accompagnement spécifique, tourné vers l'accompagnement dans l'emploi.

Le cadre de l'évaluation

L'expérimentation du RSA a intégré dès l'origine le principe de son évaluation : ainsi, l'article 142 de la loi de finances pour 2007, qui a posé les bases d'une expérimentation par les collectivités d'un dispositif dérogatoire au droit commun, a-t-il prévu la désignation d'un comité d'évaluation des expérimentations pour en suivre les effets.

Ce comité a été effectivement mis en place en juillet 2007, à l'occasion de l'élargissement des conditions d'expérimentation du RSA, dans le nouveau cadre posé par la loi TEPA. Il est composé de représentants des administrations concernées, de représentants de

ANNEXE 2 (suite)

conseils généraux expérimentant le RSA et de personnalités qualifiées dont les compétences sont reconnues dans le domaine de l'évaluation des politiques publiques ou dans le champ de l'action sociale. La DREES(1) en assure le secrétariat.

Le comité s'est réuni à huit reprises (juillet 2007, septembre 2007, décembre 2007, avril 2008, juillet 2008, décembre 2008, février 2009, mai 2009) pour définir les objectifs de l'évaluation, lister les données nécessaires pour répondre aux objectifs fixés, définir les méthodologies adéquates pour recueillir ces données, valider les premiers résultats et en tirer les enseignements. Trois groupes de travail thématiques ont été constitués pour préparer les différentes séances plénières.

Les objectifs de l'évaluation

L'évaluation des expérimentations du RSA a plusieurs objectifs :

- Elle a nourri au fil de l'eau la réflexion sur la généralisation du RSA (lors de la discussion du projet de loi publié en décembre 2008 puis de l'élaboration des décrets d'application publiés en avril 2009). Elle apporte des éléments qui doivent permettre d'optimiser la mise en œuvre du nouveau dispositif.
- Elle contribue à améliorer la connaissance de l'efficacité des mécanismes d'incitation au retour à l'emploi. [...]

Le RSA cherche simultanément à atteindre quatre objectifs :

- Encourager l'accès ou le retour à l'emploi, en garantissant que tout retour à l'emploi donne lieu, dans la durée, à une augmentation de revenus ;
- Lutter contre la pauvreté en complétant les revenus du travail pour ceux qui en ont besoin ;
- Améliorer l'accompagnement social et l'insertion professionnelle ;
- Simplifier le système des minima sociaux.

Les expérimentations du RSA n'ont pas été principalement conçues autour de l'objectif de lutte contre la pauvreté, puisque les RSA expérimentaux ne s'appliquaient pas aux travailleurs pauvres, mais seulement aux allocataires du RMI et de l'API. Les expérimentations permettent donc surtout d'apporter des enseignements sur l'effet du RSA en matière d'insertion professionnelle : [...]

- Effets attendus en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté ;
- Types d'emplois occupés et proportion d'emplois à temps partiel ;
- Rôle de l'accompagnement social et professionnel dans l'insertion professionnelle des allocataires de minima sociaux.

La méthode d'évaluation

Aux vues de la difficulté pratique et éthique de procéder par échantillonnage aléatoire, le principe d'évaluation retenu pour cette expérimentation consiste à procéder par comparaison géographique. Pratiquement, on compare la situation des allocataires de minima sociaux sur les territoires d'expérimentation avec des territoires témoins les plus ressemblants possible, puis on en déduit les effets du dispositif expérimenté par simple différence. [...]

(1) DREES : Direction de la Recherche des Études de l'Évaluation et des Statistiques du Ministère de la Santé et des Sports.

Les données mobilisées

Les données disponibles sont de deux natures :

1. Des données quantitatives, issues des fichiers administratifs et statistiques de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), de la Caisse centrale de mutualité sociale agricoles (CCMSA), des conseils généraux et de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES). Elles sont collectées à intervalle régulier depuis le début des expérimentations.

Ces données visent à connaître le nombre de bénéficiaires en emploi ou qui reprennent un emploi, leur âge et leur situation familiale, leur ancienneté dans le dispositif RMI ou API, les caractéristiques du marché du travail dans les zones tests et témoins ainsi que la nature des emplois occupés par les bénéficiaires du RSA. L'intérêt de ces données est qu'elles couvrent de façon exhaustive les allocataires concernés.

Elles sont complétées par une enquête auprès de 3 500 allocataires du RMI ou de l'API dans les territoires concernés des 15 premiers départements ayant commencé les expérimentations. Cette enquête vise à mieux connaître les caractéristiques des bénéficiaires (leur niveau de formation par exemple), d'apprécier leur parcours professionnel et, éventuellement, la qualité des emplois, de repérer le suivi et l'accompagnement professionnel, et de connaître l'opinion des bénéficiaires sur les dispositifs d'incitation au retour à l'emploi et leur connaissance de ces mécanismes. Les allocataires ont été interrogés à deux reprises : en mai-juin 2008 et en novembre-décembre 2008. La deuxième vague est toujours en cours d'exploitation.

2. Des retours qualitatifs, auprès des différents acteurs impliqués dans les expérimentations et des bénéficiaires du RMI et de l'API habitant dans les zones expérimentales. Ces données, recueillies par enquête, concernent une partie seulement des départements.

Les RSA expérimentés diffèrent par leur barème et par leur champ du RSA généralisé

Le Parlement a voté la généralisation du RSA à partir du 1er juin 2009. La loi met fin aux expérimentations du RSA à cette même date. [...]

Les débats parlementaires sur le RSA se sont nourris du rapport intermédiaire du Comité d'Évaluation rendu public en septembre dernier. Il eut certes été plus rigoureux que la généralisation du dispositif soit décidée au vu des résultats finaux de l'expérimentation plutôt que de résultats intermédiaires. La critique en a été faite. Cependant, il faut avoir à l'esprit que l'expérimentation ne portait que sur l'un des aspects du RSA et que l'objectif du RSA généralisé est en réalité double : d'une part il doit faciliter et rendre le retour à l'emploi toujours financièrement plus intéressant que l'inactivité, d'autre part, il doit apporter à certains travailleurs pauvres, non bénéficiaires du RMI et mal couverts par le dispositif de la prime pour l'emploi, un complément de ressources.

Rapport final sur l'évaluation des expérimentations RSA,
Comité d'évaluation des expérimentations, Mai 2009.

ANNEXE 3

Exploitation du tableau de bord sur les expérimentations du RSA (extraits)

Un des travaux menés par le comité d'évaluation des expérimentations a consisté en l'élaboration d'un cadre comparatif d'ensemble à partir de données administratives. **Un tableau de bord, homogène sur l'ensemble des départements, a ainsi été constitué afin de suivre différents indicateurs au niveau des zones tests et témoins :**

- *des indicateurs de résultats* (nombre d'entrées en emploi, taux de reprise d'emploi...) ;
- *des indicateurs de moyens* (moyens humains et financiers pour l'accompagnement) ;
- *des indicateurs de contexte socio-économique* (marché du travail et effectif de la population allocataire avant le démarrage des expérimentations).

Il s'agit de données mensuelles ou trimestrielles, agrégées sur chaque territoire expérimental et chaque territoire témoin. Les indicateurs sont issus de différentes sources administratives : la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA), les Conseils généraux, la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) des ministères du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

La plupart des éléments d'analyse issus des tableaux de bord présentés, portent sur l'année 2008, ce qui correspond à une période d'expérimentation d'environ un an en moyenne pour les départements.

Annexe 2 au rapport final sur l'évaluation des expérimentations RSA,
Comité d'évaluation des expérimentations, mai 2009.

ANNEXE 4

RSA : Une montée en charge conforme aux prévisions

Le journal « La Tribune » daté du 31 août 2009 fait état d'un démarrage du RSA qui serait en deçà des prévisions et qui attesterait de difficultés.

Les chiffres cités par La Tribune, et sur lesquels s'appuient les commentaires et le titre de ce journal, ne sont pas les chiffres à jour tels que transmis par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales.

Chaque mois, nous rendons compte publiquement du nombre de demandes de RSA parvenues dans les caisses d'allocations familiales. Le dernier chiffre connu est de **815 000 dossiers déposés au 25 août 2009**. Les chiffres précédents étaient de 751 000 fin juillet, 522 000 fin juin, 155 000 fin mai. Donc, jusqu'à fin juillet, il y avait entre 40 000 et 50 000 demandes déposées chaque semaine. Courant août, le rythme de dossiers déposés par semaine était de 30 000 demandes. **Ces 815 000 dossiers déposés sont à rapprocher du nombre total de nouveaux bénéficiaires estimés de l'ordre de 1,9 millions de ménages.**

Pour une prestation nouvelle, un rapport de un sur deux entre le nombre de dossiers déposés et le nombre de bénéficiaires estimés au bout de trois mois d'entrée en vigueur est un bon chiffre. Nous rappelons que, début juin, au moment de l'entrée en vigueur du RSA, nous avons indiqué escompter atteindre la moitié de la cible au bout de 6 mois, soit en décembre 2009 et 90 % de la cible au bout d'un an, ce qui correspondait à une montée en charge plus rapide que d'autres prestations. **Nous ne nous écartons pas de cet objectif.** [...]

A la fin du mois de juillet, parmi les **620 000 dossiers déposés avant le 15 juillet, 286 000 prestations avaient été effectivement versées à des personnes en activité**, contrairement à ce qu'indique La Tribune qui cite un chiffre de 195 000. Il doit s'agir d'une erreur de la part du journal.

Cela signifie qu'environ la moitié des dossiers déposés avait fait l'objet d'un versement. L'écart entre le nombre de dossiers déposés et le nombre de prestations effectivement versées peut s'expliquer soit par des dossiers refusés, soit par des dossiers nécessitant des éléments complémentaires, soit par des dossiers qui n'ont pas encore été traités. Il est difficile de connaître la part respective de ces différentes situations pour l'instant, d'autant plus que beaucoup de dossiers ont été déposés pendant les 2 mois d'été.

L'ensemble des données sur la montée en charge du RSA continuera à être rendue public chaque mois.

www.rsa.gouv.fr, consulté le 25 septembre 2009.